

ÉGYPTÉ : EN RÉPONSE AUX MENACES DE OMAR SOULEYMANE

Les manifestants assiègent le Parlement et le gouvernement

La pression s'est sensiblement accentuée sur Moubarak et son régime, au 16^e jour du soulèvement populaire en Égypte. Hier, les manifestants ont encore été plus nombreux à occuper la place Tahrir pour exiger le départ du Raïs.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Le bras de fer tourne même au défi au lendemain des mises en garde lancées, mardi, par le vice-président Omar Souleymane : «Nous ne saurons tolérer davantage cette situation, et il est donc impératif de résoudre cette crise dans les meilleurs délais», disait en effet le général, en parlant du rassemblement permanent de la place Tahrir, notamment.

Un discours auquel les manifestants répliquent à leur manière : hier, leur nombre a non seulement augmenté mais ils ont imposé un siège tel, devant les bâtiments abritant le Parlement et le gouvernement égyptien au Caire, que le Conseil des

ministre a dû déplacer sa réunion au niveau du ministère de l'Aviation de guerre. Et si, au Caire, l'on ne déplore plus d'incidents sanglants depuis le 2 février, c'est dans le sud du pays qu'une manifestation populaire entamée mardi dernier a viré au drame.

Dans la ville de Kharga, à 400 km au sud du Caire, la police a eu recours aux armes, pour faire face à des manifestants particulièrement décidés à en découdre après qu'un officier eut copieusement insulté quelques-uns d'entre eux. Bilan de ces affrontements : une centaine de blessés par balles, dont trois ont succombé dans la journée d'hier.

En parallèle au désormais «traditionnel» rassemblement du Caire, le gouvernement doit aussi faire face à une nouvelle forme de contestation sociale qui a fait son apparition depuis lundi : les mouvements de grève. Des arrêts de travail ont ainsi été annoncés au niveau d'enceintes névralgiques comme l'aéroport du Caire, les arsenaux du Port Saïd et de Suez, notamment.

Des travailleurs de nombreuses entreprises privées se sont également joints à ces mouvements de grève. Mais si la rue n'abdique pas, Moubarak non plus ! Hier, et pour la seconde journée d'affilée, la télévision d'Etat montrait le président égyptien en pleine «audience officielle».

Cette fois, il recevait l'émis-saire russe pour le Proche-Orient Alexander Sultanov. Une autre activité présidentielle donc, et cette fois, au sujet, non pas de l'Égypte mais du Moyen-Orient. Histoire pour Moubarak de montrer qu'il était toujours là, exerçant normalement ses fonctions de chef d'Etat.

C'est dire qu'à la veille du troisième vendredi du soulèvement, baptisé cette fois «vendredi de la résistance» par les manifestants, l'on en est au



Photo : DF

stade de parfait statu quo, au plan de la situation générale. Avec une rue qui ne décolère pas et un régime inflexible sur l'essentiel.

La transition politique «sera ordonnée», pour paraphraser l'administration Obama, ne cesse de répéter Omar Souleymane à chacune de ses interventions publiques, très nombreuses d'ailleurs depuis sa

désignation au poste de vice-président. Il fait dire que, contrairement à la fermeté montrée par Washington à l'égard de Ben Ali, ni la Maison Blanche ni aucune autre entité d'envergure dans le monde n'est allée, jusque-là, au-delà de l'exigence d'une «transition pacifique et ordonnée», auprès des autorités égyptiennes.

K. A.

LA DYNASTIE MOUBARAK REFUSE L'APPEL DE LA FORÊT NOIRE

Bras de fer entre Square Tahrir et Tel-Aviv

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Bruxelles bruisse de fuites, d'indiscrétions, de révélations de gorges profondes sur le le sort de Hosni Moubarak. La dynastie Moubarak refuse, selon des indiscrétions institutionnelles européennes, ici, à Bruxelles l'appel de la Forêt Noire.

Le vice-pharaon, Souleymane, l'a confirmé dans un entretien au Caire. Tout en remerciant «l'Allemagne pour son hospitalité», le chargé de mission — impossible ? — égyptien a dit que le président Moubarak n'a ni l'intention, ni le besoin de se faire soigner en Germanie.

Au demeurant, il faut savoir et donc relever que la chancellerie allemande n'a jamais, expressément, exprimé le vœu de Berlin d'accueillir Hosni Moubarak.

Repères. C'est Benyamine Netanyahu et Hillary Clinton qui ont mis la pression pour que les Moubarak puissent s'exfiltrer d'Égypte sans rendre compte et surtout gorge.

La colère montant chaque jour en puissance du peuple — point d'orgue, de ralliement et de fierté — Square Tahrir et l'évolution de l'intifadha ont, toutefois, brouillé

les cartes et les calculs. Les Allemands auraient, selon les gorges profondes bruxelloises, accepté Moubarak mais à condition qu'il déguerpisse de la République dès que possible. Juste après l'intronisation du nouveau chef d'Etat égyptien.

Les Germaniques, ne l'oublions pas, sont les inventeurs de la pension. C'est Bismark qui en a eu l'idée pour permettre aux séniors de vivre dans la dignité et, surtout, libérer des postes de travail.

C'est dire si la Prusse n'est pas prévoyante ! En l'affaire, la chancellerie allemande ne veut pas se permettre une crise avec les nouveaux maîtres du Caire. Ces derniers, indubitablement, sûrement, scientifiquement, mathématiquement, demanderont à juger les Moubarak.

Aucun président, aucun exécutif ne peut garder le silence sur soixante-dix à quatre-vingts milliards amassés par les Moubarak. Ça ne sera guère possible.

Dans ces échanges avec Benyamine Netanyahu et Hillary Clinton, Angela Merkel, rouge de colère, a hurlé son mécontentement : «Comment voulez-vous que je gère une demande d'invitation égyptienne émanant d'un président élu, démocratiquement choisi par son peuple ?»

«Vous voulez, ajoutera la chancellerie, que l'Allemagne se per-

mette une crise avec l'Égypte post-Moubarak alors qu'elle n'est pour rien dans sa politique et dans ses détournements d'argent ?»

Omar Souleymane, l'homme du clan américain le plus proche d'Israël, a donc vu les réticences allemandes changer de tactique. A la demande des Moubarak ? De Tel-Aviv ? Sans doute, y a-t-il de cela.

Djamel, l'ex-futur héritier du «trône républicain» cairote, aurait donc décidé son père de ne surtout pas quitter l'Égypte. Pour aucune autre destination. Même pas Djeddah.

Moubarak Djamel sait qu'aucun pays ne pourra offrir l'hospitalité à une dynastie qui a volé 80 milliards de dollars sans s'exposer à trois vindictes. Celle des Égyptiens et celles des opinions publiques du pays hôte et mondial.

Israël n'a donc pu obtenir, pour le moment, qu'un répit pour Hosni et les siens. Omar Souleymane est chargé de perdre (et de gagner) du temps, botter en touche, tergiverser en attendant des lendemains plus cléments.

Il y aura bel et bien un requiem pour Moubarak mais dès que les intérêts d'Israël seront, durablement, protégés en Égypte, qui l'emportera entre Square Tahrir et Tel-Aviv ?

A. M.

À L'APPEL DE LA CNCD Rassemblement devant l'ambassade d'Égypte à Alger

Une cinquantaine de personnes ont répondu, hier, à l'appel de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) pour un rassemblement devant l'ambassade de la République arabe d'Égypte à Hydra (Alger).

Empêchés de se regrouper devant l'ambassade, les membres de la Coordination se sont repliés, à une dizaine de mètres en contrebas, bien encadrés par un important dispositif du service d'ordre.

Agitant le drapeau algérien, les manifestants brandissaient des banderoles sur lesquelles était écrit «Nous sommes avec les revendications du peuple égyptien» et «Demande de départ de Moubarak est un droit légitime du peuple égyptien» et scandaient : «Echaâb el misri rah krah, irhal, irhal ya Moubarak, irhal, irhal ya sefah» (Le peuple égyptien en a marre, dégage Moubarak, dégage sanguinaire), «Égypte horra, Moubarak barra», (Égypte libre, Moubarak dehors), «Moubarak assassin», «Abat les dictateurs»,...

«Nous tenons ce rassemblement en guise de salut pour le peuple tunisien et de soutien au peuple égyptien. Nous soutenons le peuple égyptien dans son combat contre Moubarak, sa famille et ses alliés», dira l'un des manifestants.

Les slogans repartant de plus belle, les contestataires lançaient : «Djazair horra, système barra» (Algérie libre, système dehors), «Baraket, baraket, men serqat elmiliyarat» (stop aux détournements des milliards). Ils ont également chanté sur le rythme du chant patriotique Mawtini «Y en a marre du pouvoir».

«Nous appelons également le peuple algérien à sortir en masse, le 12 février prochain, et à marcher pour l'Algérie et pour le changement», soulignera Fodil Boumala, membre de la CNCD. Et de poursuivre : «Nous, nous appelons à une marche pacifique, la répression c'est le pouvoir qui l'exerce», dira-t-il.

Il assure que la Coordination ne fera pas de marche arrière. «Cette marche est le synonyme d'une position irréversible. Nous rejetons le système algérien qui a échoué dans tous les domaines. Nous voulons reconquérir notre liberté, notre Algérie et notre capitale», tonne-t-il.

Se mêlant de nouveau à la manif, il reviendra quelques minutes plus tard pour poursuivre : «Le régime est en rupture totale avec la société et honni du peuple. Il est en train d'assassiner l'Algérie qui meurt à petit feu et est devenu un réel danger pour la sécurité nationale».

Réitérant son appel pour la marche du 12 février prochain pour «le changement, la reconquête des libertés et la levée de l'état d'urgence», Fodil Boumala ajoute : «Ils veulent que les vieux gouvernent un peuple de jeunes. Qu'ils quittent ce pays, qu'ils s'éclipsent ou qu'ils restent en Algérie, mais qu'ils se taisent.»

Rym Nasri